

Considérant que la directive 2014/30/EU précitée a été transposée en Belgique par l'arrêté royal du 1<sup>er</sup> décembre 2016 relatif à la compatibilité électromagnétique ;

Sur la proposition de la Ministre de l'Economie et de la Ministre de l'Energie,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** Dans l'article, 3, § 2, de l'arrêté royal du 1<sup>er</sup> décembre 2016 relatif à la compatibilité électromagnétique, le 2<sup>o</sup> est remplacé par ce qui suit :

« 2<sup>o</sup> aux équipements aéronautiques suivants, lorsque ces équipements relèvent du champ d'application du règlement (UE) 2018/1139 du Parlement européen et du Conseil du 4 juillet 2018 concernant des règles communes dans le domaine de l'aviation civile et instituant une Agence de l'Union européenne pour la sécurité aérienne, et modifiant les règlements (CE) n<sup>o</sup> 2111/2005, (CE) n<sup>o</sup> 1008/2008, (UE) n<sup>o</sup> 996/2010, (UE) n<sup>o</sup> 376/2014 et les directives 2014/30/UE et 2014/53/UE du Parlement européen et du Conseil, et abrogeant les règlements (CE) n<sup>o</sup> 552/2004 et (CE) n<sup>o</sup> 216/2008 du Parlement européen et du Conseil ainsi que le règlement (CEE) n<sup>o</sup> 3922/91 du Conseil et sont exclusivement destinés à un usage aéronautique :

- a) les aéronefs, autres que les aéronefs sans équipage à bord, ainsi que leurs moteurs, hélices, pièces et équipements non fixes;
- b) les aéronefs sans équipage à bord, ainsi que leurs moteurs, hélices, pièces et équipements non fixes, dont la conception est certifiée conformément à l'article 56, paragraphe 1, dudit règlement et qui sont destinés à fonctionner uniquement sur des fréquences attribuées par le règlement des radiocommunications de l'Union internationale des télécommunications pour une utilisation aéronautique protégée ; ».

**Art. 2.** Le ministre qui a l'Economie dans ses attributions et le ministre qui a l'Energie dans ses attributions sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 17 octobre 2019.

PHILIPPE

Par le Roi :

La Ministre de l'Economie,  
N. MUYLLE  
La Ministre de l'Energie,  
M. C. MARGHEM

Overwegende dat voornoemde richtlijn 2014/30/EU in België werd omgezet bij het koninklijk besluit van 1 december 2016 betreffende de elektromagnetische compatibiliteit;

Op de voordracht van de Minister van Economie en de Minister van Energie,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** In artikel 3, § 2, van het koninklijk besluit van 1 december 2016 betreffende de elektromagnetische compatibiliteit, wordt de bepaling onder 2<sup>o</sup> vervangen als volgt:

“2<sup>o</sup> de volgende luchtvaartuistrusting, voor zover die uitrusting binnen het toepassingsgebied van Verordening (EU) 2018/1139 van het Europees Parlement en de Raad van 4 juli 2018 inzake gemeenschappelijke regels op het gebied van burgerluchtvaart en tot oprichting van een Agentschap van de Europese Unie voor de veiligheid van de luchtvaart, en tot wijziging van de Verordeningen (EG) nr. 2111/2005, (EG) nr. 1008/2008, (EU) nr. 996/2010, (EU) nr. 376/2014 en de Richtlijnen 2014/30/EU en 2014/53/EU van het Europees Parlement en de Raad, en tot intrekking van de Verordeningen (EG) nr. 552/2004 en (EG) nr. 216/2008 van het Europees Parlement en de Raad en Verordening (EEG) nr. 3922/91 van de Raad valt en uitsluitend bestemd is voor gebruik in de lucht:

- a) andere luchtvaartuigen dan onbemande luchtvaartuigen, alsmede bijbehorende motoren, propellers, onderdelen en niet-geïnstalleerde uitrusting;
- b) onbemande luchtvaartuigen, evenals de bijbehorende motoren, propellers, onderdelen en niet-geïnstalleerde uitrusting waarvan het ontwerp overeenkomstig artikel 56, lid 1, van die verordening is gecertificeerd, die alleen bedoeld zijn voor gebruik op frequenties die door het radioreglement van de Internationale Telecommunicatie-unie voor beschermd luchtvaartgebruik zijn toegewezen;”.

**Art. 2.** De minister bevoegd voor Economie en de minister bevoegd voor Energie zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 17 oktober 2019.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Economie,  
N. MUYLLE  
De Minister van Energie,  
M. C. MARGHEM

## GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2019/205066]

**18 JUILLET 2019. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif aux réseaux fermes professionnels de gaz et d'électricité**

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, telle que modifiée, l'article 20;

Vu le décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité, l'article 15ter, § 1<sup>er</sup>, alinéa 5, inséré par le décret du 17 juillet 2008, remplacé par le décret du 11 avril 2014 et modifié par le décret du 17 juillet 2018;

Vu le décret du 19 décembre 2002 relatif à l'organisation du marché régional du gaz, l'article 16ter, § 1<sup>er</sup>, alinéa 4, inséré par le décret du 17 juillet 2008, remplacé par le décret du 21 mai 2015 et modifié par le décret du 17 juillet 2018;

Vu l'avis n<sup>o</sup> CD-1811-CWaPE-1822 de la Commission wallonne pour l'énergie du 11 décembre 2018;

Vu le rapport établi conformément à l'article 3, 2<sup>o</sup>, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu la demande d'avis dans un délai de 30 jours, adressée au Conseil d'État le 20 mai 2019, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2 des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'absence de communication de l'avis dans ce délai;

Vu l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'avis n° 18.10 du pôle « Energie » du 20 décembre 2018;

Considérant que le réseau fermé professionnel est une exception par rapport à l'obligation de raccordement au réseau de distribution et de transport local et que l'objectif premier d'un réseau fermé professionnel ne peut pas être la suppression ou la diminution de la puissance existante de raccordement aux réseaux ou l'évitement de charges liées à l'application d'obligations de service public;

Attendu que le présent arrêté porte sur l'autorisation de nouveaux réseaux fermés professionnels, leurs modifications ainsi que les modifications des réseaux fermés professionnels déclarés;

Sur la proposition du Ministre de l'Energie;

Après délibération,

Arrête :

#### CHAPITRE I<sup>er</sup>. — Définitions

**Article 1<sup>er</sup>.** Pour l'application du présent arrêté, l'on entend par :

1° le décret électricité du 12 avril 2001 : le décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité;

2° le décret gaz du 19 décembre 2002 : le décret du 19 décembre 2002 relatif à l'organisation du marché régional du gaz;

3° le demandeur : la personne physique ou morale qui introduit une demande auprès de la CWaPE, en vue de la mise en œuvre d'un réseau fermé professionnel;

4° l'entreprise liée : l'entreprise liée au sens de l'article 11, 1°, du Code des sociétés ainsi que toute entreprise associée au sens de l'article 12 du Code des sociétés.

#### CHAPITRE II. — Critères d'octroi

**Art. 2.** § 1<sup>er</sup>. Le demandeur, personne physique, est, tant lors de l'introduction de la demande qu'après l'octroi de l'autorisation relative à la mise en œuvre et à l'exploitation d'un nouveau réseau fermé professionnel, domicilié et réside effectivement en Belgique ou dans un autre Etat membre de l'Espace économique européen.

Le demandeur, personne morale, est constitué conformément à la législation belge ou celle d'un Etat visé à l'alinéa 1<sup>er</sup> et dispose, en Belgique ou dans un Etat visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>, d'une administration centrale, d'un principal établissement ou d'un siège social dont l'activité présente un lien effectif et continu avec l'économie belge ou celle d'un Etat visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>.

§ 2. Le demandeur atteste de la propriété ou du droit lui garantissant la jouissance des infrastructures et équipements du réseau fermé professionnel pour lequel il introduit la demande d'autorisation.

**Art. 3.** § 1<sup>er</sup>. Tant lors de l'introduction de la demande qu'après l'autorisation relative à la mise en œuvre et à l'exploitation d'un nouveau réseau fermé professionnel, le demandeur dispose de capacités techniques suffisantes à l'exercice des activités visées par la demande. Le réseau fermé professionnel est soumis aux prescriptions applicables du règlement technique concerné.

§ 2. Afin de permettre la vérification du caractère suffisant de ses capacités techniques, le demandeur fournit à la CWaPE :

1° une description des moyens techniques envisagés pour la construction et l'exploitation du réseau fermé professionnel, ainsi que la durée d'exploitation envisagée;

2° les moyens mis en œuvre conformément aux dispositions du règlement technique, notamment en vue d'assurer la sécurité du réseau fermé professionnel;

3° la déclaration de chaque client aval que le réseau fermé professionnel devrait alimenter, attestant que tous les renseignements nécessaires lui ont été fournis en matière de conception, d'exploitation, d'entretien et de contrôle des parties d'installations du réseau fermé professionnel l'alimentant et qu'au regard de ceux-ci le client aval estime que le demandeur présente les garanties et compétences suffisantes en termes de capacités techniques;

4° tout autre élément de nature à démontrer qu'il dispose de capacités techniques suffisantes à l'exercice des activités visées par la demande fourni d'initiative par le demandeur ou à la demande de la CWaPE;

Concernant le 3°, si le demandeur démontre qu'un client aval refuse de fournir la déclaration, la CWaPE recueille les informations nécessaires auprès dudit client.

§ 3. Le demandeur peut se faire assister ou sous-traiter la gestion du réseau fermé professionnel, tout en demeurant seul responsable des obligations qui lui incombent par ou en vertu de la réglementation en vigueur. Dans ce cas, les droits et obligations du demandeur et de la personne morale ou physique en question font l'objet d'une convention écrite. Le demandeur fournit une copie de la convention sur simple demande de la CWaPE. Le cocontractant du demandeur fournit les éléments attestant du respect des dispositions visées aux paragraphes 1<sup>er</sup> et 2 ainsi qu'au présent paragraphe.

§ 4. Le demandeur ou son sous-traitant se couvre pour les risques en matière de responsabilité civile engendrés par le réseau fermé professionnel, sur base des critères généralement appliqués par les entreprises d'assurances.

**Art. 4.** Le demandeur fournit à la CWaPE la justification de la mise en œuvre et de l'exploitation d'un réseau fermé professionnel au moyen d'une note reprenant sa situation, notamment géographique, et les arguments permettant d'attester que le réseau fermé professionnel correspond à l'une des conditions suivantes :

1° les raisons spécifiques ayant trait à la technique ou à la sécurité qui imposent que les opérations ou le processus de production des utilisateurs de ce réseau soient intégrés;

2° l'électricité ou le gaz est fourni essentiellement pour la consommation propre du propriétaire ou du gestionnaire du réseau fermé professionnel ou des entreprises qui lui sont liées, ce qui correspond au moins à septante-cinq pour cent des quantités d'électricité ou de gaz consommées sur le site du réseau fermé professionnel.

Concernant le 1°, le demandeur démontre que, au contraire d'un raccordement au réseau public, le réseau fermé professionnel est techniquement nécessaire pour répondre aux exigences de cette intégration.

Concernant le 2°, les clients avals se sont vus refuser l'accès au réseau public ou ne disposent pas d'une offre de raccordement au réseau public à des conditions techniques ou économiques raisonnables. A l'appui de sa demande d'autorisation, le demandeur peut joindre, à son dossier, une note motivée établie par le gestionnaire du réseau concerné concluant que le raccordement au réseau public est techniquement ou économiquement déraisonnable.

**Art. 5.** Ne constituent pas des réseaux fermés professionnels et ne sont, dès lors, pas soumis à la procédure d'autorisation :

1° l'installation privative par laquelle un client final alimente un tiers en électricité exclusivement pour le démarrage ou le fonctionnement des équipements auxiliaires d'une unité de production décentralisée qui fournit en gaz ou en électricité exclusivement ce client final via une ligne directe ou une conduite de gaz non compatible ou directe;

2° l'installation privative par laquelle un client final alimente un tiers en gaz exclusivement pour les besoins d'une unité de production décentralisée qui fournit en gaz ou électricité exclusivement ce client final via une ligne directe ou une conduite de gaz non compatible ou directe;

3° l'installation privative par laquelle un utilisateur du réseau alimente en électricité un tiers exclusivement pour le fonctionnement d'une antenne de télécommunication;

4° la ligne directe par laquelle un producteur alimente en électricité, dans des conditions d'exploitation normales, un tiers non raccordé au réseau de distribution ou de transport local, lorsque l'installation de production est dimensionnée, au niveau de son volume, de sa puissance et du profil de consommation du tiers, de manière à satisfaire, au minimum, à la consommation d'électricité de ce tiers sur une base annuelle;

5° la conduite par laquelle un producteur alimente en gaz, dans des conditions d'exploitation normales, un tiers non raccordé au réseau de distribution ou de transport, lorsque l'installation de production est dimensionnée, au niveau de son volume, de son débit et du profil de consommation du tiers, de manière à satisfaire, au minimum, à la consommation de gaz de ce tiers sur une base annuelle.

### CHAPITRE III. — Procédure d'octroi

**Art. 6.** § 1<sup>er</sup>. La demande d'autorisation relative à la mise en œuvre et à l'exploitation d'un réseau fermé professionnel est envoyée par recommandé ou déposée contre remise d'un accusé de réception au siège de la CWaPE, et transmise par courrier électronique ou sur support informatique.

Le demandeur joint à la demande d'autorisation tous les documents attestant ou certifiant qu'il satisfait aux critères d'octroi visés au chapitre 2 et aux critères visés à l'article 15 *ter* du décret électricité du 12 avril 2001 ou à l'article 16 *ter* du décret gaz du 19 décembre 2002

La CWaPE établit le modèle du formulaire de demande, précise les documents à fournir par le demandeur dans le cadre de la demande d'autorisation et publie ces informations sur son site internet.

Le cas échéant, le demandeur identifie et justifie les pièces qu'il considère comme confidentielles à l'égard du gestionnaire de réseau. Le demandeur joint ces pièces dans une annexe spécifique à la demande d'autorisation.

§ 2. Lors de l'introduction de la demande d'autorisation, le demandeur verse sur le compte de la CWaPE une redevance.

Le montant de la redevance est fixé à 2.000 euros indexé annuellement sur la base de l'indice des prix à la consommation, en le multipliant par l'indice des prix à la consommation du mois de décembre de l'année civile précédant la date d'introduction de la demande d'autorisation et en le divisant par l'indice des prix à la consommation du mois de décembre 2018.

**Art. 7.** § 1<sup>er</sup>. La CWaPE vérifie si tous les documents nécessaires à l'examen de la demande d'autorisation sont en sa possession et vérifie, sur la base des critères visés au chapitre 2, si la demande d'autorisation apparaît recevable.

La CWaPE envoie au demandeur la décision statuant sur le caractère complet et recevable de la demande d'autorisation dans un délai de quarante-cinq jours à dater de la réception de la demande d'autorisation.

§ 2. Si la demande d'autorisation est incomplète ou si la CWaPE estime la demande d'autorisation non-recevable, elle précise les informations complémentaires souhaitées ou les raisons pour lesquelles elle considère la demande d'autorisation non recevable. La CWaPE fixe un délai raisonnable dans lequel le demandeur complète sa demande d'autorisation ou fournit ses observations, justifications ou tout autre complément d'information, par recommandé ou contre remise d'un accusé de réception.

La CWaPE entend le demandeur qui en fait la requête.

La CWaPE notifie au demandeur sa décision sur le caractère complet et recevable de la demande d'autorisation dans les quinze jours à dater de la réception des compléments.

**Art. 8.** Lorsque la demande d'autorisation est déclarée complète et recevable, la CWaPE consulte le gestionnaire de réseau auquel sera raccordé le réseau fermé professionnel et toute autre personne ou instance qu'elle juge utile de consulter. Lorsque la demande d'autorisation concerne un réseau fermé professionnel qui distribue de l'électricité à une tension en partie supérieure à septante kilovolts, la CWaPE consulte les autorités fédérales compétentes.

Le gestionnaire de réseau consulté et, le cas échéant, toute autre personne ou instance consultée notifie son avis dans un délai de quarante-cinq jours à dater de la réception de la demande d'avis de la CWaPE. A défaut d'envoi d'avis dans le délai prévu, il est passé outre.

Lorsque des objections ont été émises par l'une des parties consultées, la CWaPE en informe le demandeur qui est entendu lorsqu'il en fait la requête.

**Art. 9.** La CWaPE peut, moyennant motivation, assortir sa décision d'autorisation d'un réseau fermé professionnel de toute condition raisonnable et proportionnée qu'elle juge nécessaire pour garantir que le réseau fermé professionnel rencontre les objectifs et obligations du présent arrêté, du décret gaz du 19 décembre 2002 ou du décret électricité du 12 avril 2001.

La CWaPE notifie au demandeur sa décision d'autorisation ou de refus de réseau fermé professionnel par recommandé dans un délai de cent cinq jours à dater de sa décision statuant sur le caractère complet et recevable de la demande d'autorisation.

La CWaPE informe l'Administration de sa décision ainsi que le gestionnaire de réseau concerné.

**Art. 10.** La CWaPE peut, à tout moment de la procédure d'autorisation, solliciter des informations complémentaires de la part du demandeur. Elle fixe le délai dans lequel ces informations lui parviennent. Les délais prévus dans le cadre de la procédure d'autorisation sont suspendus dans l'attente de la réception des informations ou après expiration du délai susmentionné.

#### CHAPITRE IV. — Obligations du gestionnaire de réseau fermé professionnel

**Art. 11.** § 1<sup>er</sup>. Toute modification d'un réseau fermé professionnel autorisé par la CWaPE ou déclaré conformément à l'article 15<sup>ter</sup>, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, du décret électricité du 12 avril 2001 ou l'article 16<sup>ter</sup>, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, du décret gaz du 19 décembre 2002 fait préalablement l'objet d'une demande de révision de l'autorisation ou de la déclaration lorsque ladite modification concerne :

1° une modification significative de la structure principale ou des propriétés électriques de l'arborescence du réseau fermé professionnel auquel un client aval est raccordé;

2° un changement du gestionnaire de réseau fermé professionnel ou transfert de propriété ainsi que de mise en location ou en leasing du réseau fermé professionnel;

3° une extension du réseau à de nouveaux clients avals totalisant dix pour cent ou plus du nombre de clients avals ou dix pour cent ou plus de la consommation totale du réseau fermé professionnel, tels que déclarés dans le dossier d'autorisation ou lors de la déclaration du réseau fermé professionnel;

4° une extension de l'emprise géographique du réseau fermé professionnel;

§ 2. La demande de révision est introduite et traitée conformément aux dispositions du chapitre 3, à l'exception de l'article 6, § 2. Toutefois, lorsque la demande de révision porte sur un élément visé au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, la procédure de consultation du gestionnaire de réseau visé à l'article 8 est remplacée par une simple notification de la CWaPE à celui-ci.

**Art. 12.** Le gestionnaire de réseau fermé professionnel :

1° prend toutes les mesures nécessaires à la sauvegarde de la sécurité du réseau fermé professionnel, lors de sa construction, au cours de son exploitation et de la cessation de l'exploitation;

2° fournit, à la CWaPE, au gestionnaire de réseau auquel le réseau fermé professionnel est raccordé et au gestionnaire de réseau en amont, les données techniques et économiques relatives audit réseau fermé professionnel nécessaires à l'élaboration des plans d'adaptations des réseaux auquel il est raccordé et en amont telles que précisées dans les règlements techniques applicables;

3° équipe les installations de chaque client aval d'un compteur individuel;

4° remet à la CWaPE, pour le 28 février de chaque année, un rapport actualisant les données du réseau fermé professionnel, comprenant notamment les éléments suivants :

a) les changements de clients avals;

b) l'extension du réseau à de nouveaux clients avals;

c) l'exclusion de clients avals du réseau;

d) la déclaration visée à l'article 3, § 2, 3°, pour les nouveaux clients avals;

e) tout projet de mise en service de nouvelles unités de production d'électricité ou d'injection de gaz au sein du réseau;

f) le relevé, par client aval, des prélèvements et des injections de l'année précédente.

Concernant le 3°, il peut uniquement être dérogé à cette obligation en fonction des exceptions prévues par les Règlements techniques.

Concernant le 4°, f), la CWaPE met à disposition de l'Administration les données concernées selon les modalités qu'elle détermine.

La CWaPE définit le modèle du rapport et précise les documents à fournir par le gestionnaire de réseau fermé professionnel dans ce cadre.

#### CHAPITRE V. — Retrait et démantèlement du réseau fermé professionnel

**Art. 13.** § 1<sup>er</sup>. Les droits attachés à l'autorisation prennent fin par retrait de ce titre pour cause de déchéance ou de renonciation du titulaire.

§ 2. Lorsque les conditions mentionnées dans l'autorisation ou les obligations du titulaire ou les critères d'autorisation visés aux chapitres 2 et 4 ou prescrites par ou en vertu du décret électricité du 12 avril 2001 ou du décret gaz du 19 décembre 2002 ne sont pas respectées, la CWaPE, par recommandé, met le titulaire de l'autorisation en demeure de se conformer à ces conditions ou obligations et de lui adresser un dossier contenant les éléments probants, dans un délai de nonante jours.

Après réception du dossier visé à l'alinéa 1<sup>er</sup> ou, à défaut, à l'expiration du délai visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>, la CWaPE statue quant à l'éventuel retrait de l'autorisation ou l'adaptation des conditions de l'autorisation, sans préjudice des éventuelles amendes administratives qui peuvent être imposées.

§ 3. Toute demande de renonciation à l'autorisation ou au statut découlant de la déclaration effectuée conformément à l'article 15<sup>ter</sup>, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, du décret électricité du 12 avril 2001 ou l'article 16<sup>ter</sup>, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, du décret gaz du 19 décembre 2002 est adressée à la CWaPE qui statue dans un délai de soixante jours à dater de la réception de la demande. La CWaPE peut assortir son acceptation de toute condition transitoire qu'elle jugerait utile.

L'acceptation est subordonnée à l'exécution des mesures requises visées à l'article 11, § 1<sup>er</sup>, 1°.

§ 4. Toute autorisation délivrée conformément au présent arrêté expire de plein droit

lorsque :

1° la mise en exploitation du réseau fermé professionnel n'est pas réalisée dans un délai de cinq ans prenant cours à dater de l'autorisation délivrée par la CWaPE;

2° la CWaPE constate, dans un délai d'un an après la mise en service du réseau fermé professionnel, que celui-ci n'a pas été mis en œuvre conformément au projet présenté dans le cadre de la demande d'autorisation.



§ 5. Le contrat liant le gestionnaire du réseau fermé professionnel aux clients avals conformément à l'article 15 *ter*, § 2, 3°, du décret électricité du 12 avril 2001 ou à l'article 16 *ter*, § 2, 3°, du décret gaz du 19 décembre 2002 définit expressément l'étendue des droits de ces clients au regard des conséquences dommageables d'une exclusion du réseau fermé professionnel ou d'un retrait de l'autorisation et d'un éventuel démantèlement du réseau fermé professionnel.

**Art. 14.** La CWaPE fixe la procédure, le délai et les conditions dans lesquelles elle peut imposer le démantèlement du réseau fermé professionnel, sans préjudice de l'application d'une amende administrative.

CHAPITRE VI. — *Disposition finale*

**Art. 15.** Le Ministre de l'Energie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 18 juillet 2019.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,  
W. BORSUS

La Ministre du Budget, des Finances, de l'Energie, du Climat et des Aéroports,  
J.-L. CRUCKE

## ÜBERSETZUNG

### ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2019/205066]

#### 18. JULI 2019 — Erlass der Wallonischen Regierung über geschlossene Unternehmensnetze für Gas und Elektrizität

Die Wallonische Regierung

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen in seiner abgeänderten Fassung, Artikel 20;

Aufgrund des Dekrets vom 12. April 2001 bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarkts, Artikel 15*ter* § 1 Absatz 5, eingefügt durch das Dekret vom 17. Juli 2008, ersetzt durch das Dekret vom 11. April 2014 und abgeändert durch das Dekret vom 17. Juli 2018;

Aufgrund des Dekrets vom 19. Dezember 2002 bezüglich der Organisation des regionalen Gasmarkts, Artikel 16*ter* § 1 Absatz 4, eingefügt durch das Dekret vom 17. Juli 2008, ersetzt durch das Dekret vom 21. Mai 2015 und abgeändert durch das Dekret vom 17. Juli 2018;

Aufgrund der am 11. Dezember 2018 abgegebenen Stellungnahme CD-18111-CWaPE-1822 der Wallonischen Kommission für Energie ("Commission wallonne pour l'énergie");

Aufgrund des gemäß Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben erstellten Berichts;

Aufgrund des am 20. Mai 2019 in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat beim Staatsrat eingereichten Antrags auf Begutachtung innerhalb einer Frist von dreißig Tagen;

In der Erwägung, dass binnen dieser Frist kein Gutachten abgegeben wurde;

Aufgrund des Artikels 84 § 4 Absatz 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat;

Aufgrund der am 20. Dezember 2018 abgegebenen Stellungnahme Nr. 18.10 des Pools "Energie";

In der Erwägung, dass ein geschlossenes Unternehmensnetz eine Ausnahme von der Verpflichtung des Anschlusses an das Verteilernetz und lokale Transportnetz darstellt, und dass das vorrangige Ziel eines geschlossenen Unternehmensnetzes nicht die Ausschaltung oder die Verringerung der bestehenden Netzanschlussleistung oder die Vermeidung von Auflagen in Verbindung mit der Anwendung von Verpflichtungen öffentlichen Dienstes sein kann;

In der Erwägung, dass der vorliegende Erlass auf die Genehmigung von neuen geschlossenen Unternehmensnetzen, von Änderungen an Letzteren sowie von Änderungen an bereits gemeldeten geschlossenen Unternehmensnetzen Anwendung findet;

Auf Vorschlag des Ministers für Energie;

Nach Beratung,

Beschließt:

#### KAPITEL I — *Begriffsbestimmungen*

**Artikel 1** - Zwecks der Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten die folgenden Definitionen:

1° Elektrizitätsdekret vom 12. April 2001: das Dekret vom 12. April 2001 bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarkts;

2° Gasdekret vom 19. Dezember 2002: das Dekret vom 19. Dezember 2002 bezüglich der Organisation des regionalen Gasmarkts;

3° Antragsteller: die natürliche oder juristische Person, die bei der CWaPE einen Antrag zwecks der Durchführung eines geschlossenen Unternehmensnetzes einreicht;

4° verbundenes Unternehmen: ein verbundenes Unternehmen im Sinne von Artikel 11 Ziffer 1 des Gesellschaftsgesetzbuches sowie jedes assoziierte Unternehmen im Sinne von Artikel 12 des Gesellschaftsgesetzbuches.

#### KAPITEL II — *Gewährungskriterien*

**Art. 2** - § 1. Wenn der Antragsteller eine natürliche Person ist, ist er in Belgien oder in einem anderen Mitgliedstaat des Europäischen Wirtschaftsraums wohnhaft und hat er dort tatsächlich seinen Wohnsitz, und zwar sowohl bei der Einreichung des Antrags als auch nach der Gewährung der Genehmigung zur Durchführung und zur Bewirtschaftung eines neuen geschlossenen Unternehmensnetzes.

Wenn der Antragsteller eine juristische Person ist, ist diese gemäß der belgischen Gesetzgebung oder der Gesetzgebung eines der in Absatz 1 erwähnten Staaten gebildet und verfügt sie in Belgien oder in einem dieser Staaten über eine Zentralverwaltung, eine Hauptniederlassung oder einen Gesellschaftssitz, deren bzw. dessen Tätigkeit in tatsächlicher und dauerhafter Verbindung mit der belgischen Wirtschaft oder der Wirtschaft eines der vorerwähnten Staaten steht.

§ 2. Der Antragsteller bescheinigt das Eigentum oder das Recht, das ihm die Nutzung der Infrastrukturen und Ausrüstungen des geschlossenen Unternehmensnetzes garantiert, für das er den Genehmigungsantrag einreicht.

**Art. 3 - § 1.** Sowohl bei der Einreichung des Antrags als auch nach der Gewährung der Genehmigung zur Durchführung und Bewirtschaftung eines neuen geschlossenen Unternehmensnetzes verfügt der Antragsteller über ausreichende technische Kapazitäten für die Ausübung der im Antrag angeführten Aktivitäten. Das geschlossene Unternehmensnetz unterliegt den anwendbaren Vorschriften der betreffenden technischen Regelung.

§ 2. Damit überprüft werden kann, ob seine technischen Kapazitäten ausreichen, legt der Antragsteller der CWaPE Folgendes vor:

1° eine Beschreibung der für den Bau und den Betrieb des geschlossenen Unternehmensnetzes in Aussicht genommenen technischen Mittel sowie die vorgesehene Betriebsdauer;

2° die gemäß den Bestimmungen der technischen Regelung eingesetzten Mittel, insbesondere um die Sicherheit des geschlossenen Unternehmensnetzes zu gewährleisten;

3° die Erklärung jedes Folgekunden, den das geschlossene Unternehmensnetz versorgen müsste, zur Bescheinigung, dass ihm alle erforderlichen Auskünfte in Bezug auf die Konzipierung, Bewirtschaftung, Instandhaltung und Kontrolle der ihn versorgenden Anlagenteile des geschlossenen Unternehmensnetzes mitgeteilt worden sind, und dass der Folgekunde angesichts dieser Elemente der Ansicht ist, dass der Antragsteller ausreichende Garantien und Kompetenzen hinsichtlich seiner technischen Kapazitäten bietet;

4° jedes sonstige Element, das beweist, dass er über ausreichende technische Kapazitäten für die Ausübung der im Antrag angeführten Aktivitäten verfügt; diese Elemente werden vom Antragsteller auf eigene Initiative oder auf Antrag der CWaPE vorgelegt.

In Bezug auf Ziffer 3 kann die CWaPE, wenn der Antragsteller nachweist, dass ein Folgekunde sich weigert, die Erklärung zu übermitteln, die erforderlichen Informationen bei diesem Kunden sammeln.

§ 3. Bei der Bewirtschaftung des geschlossenen Unternehmensnetzes kann der Antragsteller sich unterstützen lassen, oder aber diese Bewirtschaftung Unterauftragnehmern anvertrauen, wobei er in jedem Fall allein für die Verpflichtungen haftet, die ihm durch oder kraft der geltenden Rechtsvorschriften auferlegt werden. In diesem Falle sind die Pflichten und Verpflichtungen des Antragstellers und der betreffenden juristischen oder natürlichen Person Gegenstand einer schriftlichen Vereinbarung. Auf einfache Anfrage der CWaPE legt der Antragsteller eine Kopie dieser Vereinbarung vor. Der Vertragspartner des Antragstellers legt die Belege vor, durch die bescheinigt wird, dass die in den Paragraphen 1 und 2 sowie in vorliegendem Paragraphen stehenden Bestimmungen eingehalten werden.

§ 4. Der Antragsteller oder dessen Unterauftragnehmer sichert sich gegen die mit dem geschlossenen Unternehmensnetz verbundenen Haftpflichtrisiken auf der Grundlage der durch die Versicherungsunternehmen allgemein angewandten Kriterien ab.

**Art. 4 -** Der Antragsteller übermittelt der CWaPE die Begründung für die Durchführung und Bewirtschaftung eines geschlossenen Unternehmensnetzes anhand einer Mitteilung, in der die Lage, insbesondere die geografische Lage, und die Argumente zur Bescheinigung, dass das geschlossene Unternehmensnetz einer der folgenden Bedingungen entspricht, angegeben werden:

1° die spezifischen technischen oder sicherheitstechnischen Gründe, aus denen die Tätigkeiten oder das Produktionsverfahren der Benutzer dieses Netzes miteinander verknüpft sein müssen;

2° die Elektrizität oder das Gas wird hauptsächlich für den Eigenverbrauch des Eigentümers oder Betreibers des geschlossenen Unternehmensnetzes oder der mit ihm verbundenen Unternehmen geliefert, was mindestens fünfundsiebzig Prozent der am Standort des geschlossenen Unternehmensnetzes verbrauchten Elektrizitäts- oder Gasmengen entspricht.

In Bezug auf Ziffer 1 weist der Antragsteller nach, dass das geschlossene Unternehmensnetz - im Gegensatz zu einem Anschluss an das öffentliche Netz - hier technisch erforderlich ist, um den Anforderungen dieser Verknüpfung zu genügen.

In Bezug auf Ziffer 2 wurde den Folgekunden der Zugang zum öffentlichen Netz verweigert, oder sie verfügen nicht über ein Angebot zum Anschluss an das öffentliche Netz zu technisch und wirtschaftlich sinnvollen Bedingungen. Zur Unterstützung seines Genehmigungsantrags kann der Antragsteller seiner Akte eine mit Gründen versehene Mitteilung des betreffenden Netzbetreibers beifügen, aus der hervorgeht, dass der Anschluss an das öffentliche Netz technisch oder wirtschaftlich nicht sinnvoll ist.

**Art. 5 -** Die nachstehenden Anlagen bilden keine privaten Unternehmensnetze und unterliegen somit nicht dem Genehmigungsverfahren:

1° eine private Anlage, mittels deren ein Endverbraucher Elektrizität an einen Dritten ausschließlich für die Inbetriebnahme oder den Betrieb von Nebenanlagen einer dezentralen Erzeugungseinheit liefert, die Gas oder Strom ausschließlich an diesen Endverbraucher über eine elektrische Direktleitung oder eine nicht kompatible oder direkte Gasleitung liefert;

2° eine private Anlage, mittels deren ein Endverbraucher Gas an einen Dritten ausschließlich für die Bedürfnisse einer dezentralen Erzeugungseinheit liefert, die Gas oder Strom ausschließlich an diesen Endverbraucher über eine elektrische Direktleitung oder eine nicht kompatible oder direkte Gasleitung liefert;

3° eine private Anlage, mittels deren ein Netzbenutzer Elektrizität an einen Dritten ausschließlich für den Betrieb einer Telekommunikationsantenne liefert;

4° eine Direktleitung, mittels deren ein Erzeuger einen nicht an das Verteilernetz oder an das lokale Transportnetz angeschlossenen Dritten unter normalen Betriebsbedingungen mit Elektrizität versorgt, wenn die Erzeugungsanlage hinsichtlich ihres Volumens, ihrer Leistung und des Verbrauchsprofils des Dritten so dimensioniert ist, dass sie mindestens den Stromverbrauch dieses Dritten auf jährlicher Basis decken kann;

5° eine Leitung, mittels deren ein Erzeuger einen nicht an das Verteilernetz oder an das lokale Transportnetz angeschlossenen Dritten unter normalen Betriebsbedingungen mit Gas versorgt, wenn die Erzeugungsanlage hinsichtlich ihres Volumens, ihrer Leistung und des Verbrauchsprofils des Dritten so dimensioniert ist, dass sie mindestens den Gasverbrauch dieses Dritten auf jährlicher Basis decken kann.

KAPITEL III — *Gewährungsverfahren*

**Art. 6 - § 1.** Der Genehmigungsantrag bezüglich der Durchführung und der Bewirtschaftung eines geschlossenen Unternehmensnetzes wird per Einschreiben zugeschickt oder am Sitz der CWaPE gegen Aushändigung einer Empfangsbescheinigung abgegeben, und per E-Mail oder auf einem elektronischen Datenträger übermittelt.

Dem Genehmigungsantrag fügt der Antragsteller alle Dokumente bei, die belegen oder bescheinigen, dass er den in Kapitel II erwähnten Gewährungskriterien und den Kriterien nach Artikel 15ter des Elektrizitätsdekrets vom 12. April 2001 oder nach Artikel 16ter des Gasdekrets vom 19. Dezember 2002 genügt.

Die CWaPE erstellt das Muster des Antragsformulars, bestimmt die Dokumente, die der Antragsteller im Rahmen des Genehmigungsantrags beifügen muss, und veröffentlicht diese Auskünfte auf ihrer Internetseite.

Gegebenenfalls identifiziert der Antragsteller die Dokumente, die er als vertraulich gegenüber dem Netzbetreiber erachtet, und er begründet diese Vertraulichkeit. Diese Dokumente fügt der Antragsteller dem Genehmigungsantrag in einem spezifischen Anhang bei.

**§ 2.** Bei der Einreichung des Genehmigungsantrags überweist der Antragsteller eine Gebühr auf das Konto der CWaPE.

Der Betrag der Gebühr wird auf 2000 Euro festgelegt und wird jährlich aufgrund des Index der Verbraucherpreise indiziert, indem er mit dem Index der Verbraucherpreise des Monats Dezember des Kalenderjahres vor dem Datum der Einreichung des Genehmigungsantrags multipliziert wird, und durch den Index der Verbraucherpreise des Monats Dezember 2018 geteilt wird.

**Art. 7 - § 1.** Die CWaPE prüft nach, ob sie über alle zur Untersuchung des Genehmigungsantrags erforderlichen Dokumente verfügt, und prüft auf der Grundlage der in Kapitel II genannten Kriterien, ob der Genehmigungsantrag als zulässig erscheint.

Die CWaPE stellt dem Antragsteller ihren über die Vollständigkeit und Zulässigkeit des Genehmigungsantrags entscheidenden Beschluss innerhalb einer Frist von fünfundvierzig Tagen ab dem Tag des Eingangs des Genehmigungsantrags zu.

**§ 2.** Wenn der Genehmigungsantrag unvollständig ist oder wenn die CWaPE den Genehmigungsantrag für unzulässig hält, gibt sie an, welche ergänzenden Informationen sie erwünscht, oder erklärt sie, aus welchen Gründen sie den Genehmigungsantrag für unzulässig hält. Die CWaPE bestimmt eine angemessene Frist, innerhalb deren der Antragsteller seinen Genehmigungsantrag ergänzt oder seine Bemerkungen, Begründungen oder jede sonstige zusätzliche Information per Einschreiben oder gegen Abgabe einer Empfangsbestätigung mitteilt.

Die CWaPE hört den Antragsteller an, falls dieser es beantragt.

Innerhalb von fünfzehn Tagen nach Eingang der zusätzlichen Auskünfte bzw. Dokumente stellt die CWaPE dem Antragsteller ihren Beschluss über die Vollständigkeit und Zulässigkeit des Genehmigungsantrags zu.

**Art. 8 -** Wenn der Genehmigungsantrag für vollständig und zulässig erklärt wird, konsultiert die CWaPE den Betreiber des Netzes, an welches das geschlossene Unternehmensnetz angeschlossen werden wird, und jede andere Person oder Instanz, deren Konsultierung sie als sinnvoll erachtet. Wenn der Genehmigungsantrag ein geschlossenes Unternehmensnetz betrifft, das Strom mit einer Spannung verteilt, die teilweise über siebzig Kilovolt liegt, konsultiert die CWaPE die zuständigen föderalen Behörden.

Der konsultierte Netzbetreiber und gegebenenfalls jede andere konsultierte Person oder Instanz teilt seine bzw. ihre Stellungnahme binnen einer Frist von fünfundvierzig Tagen ab dem Eingang des von der CWaPE ausgehenden Antrags auf Stellungnahme mit. Falls die Stellungnahme nicht innerhalb der vorgesehenen Frist abgegeben wird, wird sie außer Acht gelassen.

Wenn eine der konsultierten Parteien Einwände vorgebracht hat, informiert die CWaPE den Antragsteller, der angehört wird, wenn er dies erwünscht.

**Art. 9 -** Die CWaPE kann vorbehaltlich einer entsprechenden Begründung ihren Beschluss zur Genehmigung eines geschlossenen Unternehmensnetzes an zumutbare und angemessene Bedingungen knüpfen, die sie als erforderlich erachtet, um sicherzugehen, dass das geschlossene Unternehmensnetz den Zielsetzungen und Verpflichtungen des vorliegenden Erlasses, des Gasdekrets vom 19. Dezember 2002 oder des Elektrizitätsdekrets vom 12. April 2001 genügt.

Die CWaPE teilt dem Antragsteller ihren Beschluss zur Genehmigung oder Verweigerung der Genehmigung des geschlossenen Unternehmensnetzes per Einschreiben binnen einer Frist von hundertfünf Tagen ab ihrem Beschluss über die Vollständigkeit und Zulässigkeit des Genehmigungsantrags mit.

Die CWaPE setzt die Verwaltung und den betreffenden Netzbetreiber von ihrem Beschluss in Kenntnis.

**Art. 10 -** Die CWaPE kann zu jedem Zeitpunkt des Genehmigungsverfahrens vom Antragsteller ergänzende Auskünfte verlangen. Sie bestimmt die Frist, innerhalb deren ihr diese Auskünfte mitzuteilen sind. Die im Rahmen des Genehmigungsverfahrens vorgesehenen Fristen werden in Erwartung des Eingangs der Auskünfte oder des Ablaufs der vorgenannten Frist aufgehoben.

KAPITEL IV — *Verpflichtungen des Betreibers des geschlossenen Unternehmensnetzes*

**Art. 11 - § 1.** Jede Änderung eines geschlossenen Unternehmensnetzes, das von der CWaPE genehmigt worden ist, oder das gemäß Artikel 15ter § 1 Absatz 2 des Elektrizitätsdekrets vom 12. April 2001 oder Artikel 16ter § 1 Absatz 2 des Gasdekrets vom 19. Dezember 2002 gemeldet worden ist, ist Gegenstand eines Antrags auf Überprüfung der Genehmigung oder Anmeldung, wenn diese Änderung Folgendes betrifft:

1° eine bedeutsame Änderung der Hauptstruktur oder der elektrischen Merkmale des Baumschemas des geschlossenen Unternehmensnetzes, an das ein Folgekunde angeschlossen ist;

2° eine Änderung des Betreibers des geschlossenen Unternehmensnetzes oder eine Abtretung des Eigentums, eine Vermietung oder ein Leasing des geschlossenen Unternehmensnetzes;

3° eine Ausdehnung des Netzes auf neue Folgekunden, die mindestens zehn Prozent der Anzahl der Folgekunden oder mindestens zehn Prozent des Gesamtverbrauchs des geschlossenen Unternehmensnetzes beträgt im Vergleich zu den Angaben, die in der Genehmigungsakte oder bei der Anmeldung des geschlossenen Unternehmensnetzes angegeben waren;

4° eine Erweiterung des geografischen Bereichs, der von dem geschlossenen Unternehmensnetz abgedeckt wird.

§ 2. Der Antrag auf Überprüfung wird gemäß den Bestimmungen des Kapitels III mit Ausnahme von Artikel 6 § 2 eingereicht und bearbeitet. Wenn der Antrag auf Überprüfung jedoch ein in Paragraf 1 Absatz 1 Ziffer 2 genanntes Element betrifft, wird das in Artikel 8 beschriebene Verfahren der Konsultierung des Netzbetreibers durch eine einfache Mitteilung der CWaPE an diesen Netzbetreiber ersetzt.

**Art. 12** - Der Betreiber des geschlossenen Unternehmensnetzes

1° trifft alle zur Gewährleistung der Sicherheit des geschlossenen Unternehmensnetzes erforderlichen Maßnahmen während dessen Baus, dessen Betriebs und der Betriebsaufgabe;

2° teilt der CWaPE, dem Betreiber des Netzes, an welches das geschlossene Unternehmensnetz angeschlossen ist, und dem Betreiber des vorgelagerten Netzes die in den anwendbaren technischen Regelungen bestimmten, technischen und wirtschaftlichen Daten in Bezug auf das geschlossene Unternehmensnetz mit, die zur Ausarbeitung der Anpassungspläne des Netzes, an welches es angeschlossen ist, sowie des vorgelagerten Netzes erforderlich sind;

3° rüstet die Anlagen jedes Folgekunden mit einem individuellen Zähler aus;

4° übermittelt der CWaPE zum 28. Februar eines jeden Jahres einen Bericht mit den aktualisierten Daten des geschlossenen Unternehmensnetzes, d.h. insbesondere in Bezug auf die folgenden Angaben:

a) die Änderungen in Bezug auf die Folgekunden;

b) die Ausdehnung des Netzes auf neue Folgekunden;

c) den Ausschluss von Folgekunden aus dem Netz;

d) die Erklärung nach Artikel 3 § 2 Ziffer 3 für die neuen Folgekunden;

e) jedes Projekt in Bezug auf die Inbetriebnahme von neuen Stromerzeugungs- oder Gaseinspeisungsanlagen innerhalb des Netzes;

f) das Verzeichnis der im Laufe des Vorjahres vorgenommenen Entnahmen und Einspeisungen für jeden Folgekunden.

Von der in Ziffer 3 angegebenen Verpflichtung kann nur aufgrund der in den technischen Regelungen vorgesehenen Ausnahmen abgewichen werden.

In Bezug auf Ziffer 4 Buchstabe f stellt die CWaPE die betreffenden Daten der Verwaltung zur Verfügung, nach von ihr bestimmten Modalitäten.

Die CWaPE legt das Muster für den Bericht fest, und bestimmt, welche Dokumente der Betreiber des geschlossenen Unternehmensnetzes in diesem Rahmen zu liefern hat.

#### KAPITEL V — Entzug der Genehmigung und Abbau des geschlossenen Unternehmensnetzes

**Art. 13** - § 1. Die mit der Genehmigung verbundenen Rechte enden, wenn diese entweder wegen Verfalls oder wegen Verzichts des Inhabers entzogen wird.

§ 2. Wenn die in der Genehmigung erwähnten Bedingungen oder die in Kapitel II und IV genannten oder durch oder kraft des Elektrizitätsdekrets vom 12. April 2001 oder des Gasdekrets vom 19. Dezember 2002 vorgeschriebenen Verpflichtungen des Inhabers oder Genehmigungskriterien nicht erfüllt werden, mahnt die CWaPE den Genehmigungsinhaber per Einschreiben dazu, diesen Bedingungen bzw. Verpflichtungen nachzukommen und ihr eine Akte mit den Beweisstücken innerhalb einer Frist von neunzig Tagen zu übermitteln.

Nach Empfang der in Absatz 1 genannten Akte oder mangels dessen nach Ablauf der in Absatz 1 erwähnten Frist entscheidet die CWaPE, unbeschadet der eventuellen administrativen Geldbußen, die auferlegt werden können, über den möglichen Entzug der Genehmigung oder die Anpassung der Bedingungen der Genehmigung.

§ 3. Jeder Antrag auf Verzicht auf die Genehmigung oder auf den Status, der sich aus der Erklärung ergibt, die gemäß Artikel 15ter § 1 Absatz 2 des Elektrizitätsdekrets vom 12. April 2001 oder Artikel 16ter § 1 Absatz 2 des Gasdekrets abgegeben wurde, wird der CWaPE übermittelt, die innerhalb einer Frist von sechzig Tagen ab dem Empfang des Antrags entscheidet. Die CWaPE kann ihre Zustimmung an vorübergehende Bedingungen knüpfen, die sie für zweckdienlich halten würde.

Die Zustimmung hängt von der Durchführung der in Artikel 11 § 1 Ziffer 1 erwähnten erforderlichen Maßnahmen ab.

§ 4. Jede in Übereinstimmung mit dem vorliegenden Erlass erteilte Genehmigung läuft von Rechts wegen aus, wenn

1° die Inbetriebnahme des geschlossenen Unternehmensnetzes nicht innerhalb einer Frist von fünf Jahren ab dem Datum der durch die CWaPE ausgestellten Genehmigung stattgefunden hat;

2° die CWaPE binnen einer Frist von einem Jahr nach der Inbetriebnahme des geschlossenen Unternehmensnetzes feststellt, dass dieses Netz nicht in Übereinstimmung mit dem im Rahmen des Genehmigungsantrags vorgestellten Projekt durchgeführt worden ist.

§ 5. Der Vertrag, der gemäß Artikel 15ter § 2 Ziffer 3 des Elektrizitätsdekrets vom 12. April 2001 oder Artikel 16ter § 2 Ziffer 3 des Gasdekrets vom 19. Dezember 2002 den Betreiber des geschlossenen Unternehmensnetzes an die Folgekunden bindet, legt den Umfang der Rechte dieser Kunden gegenüber den schädlichen Folgen eines Ausschlusses aus dem geschlossenen Unternehmensnetz oder eines Entzugs der Genehmigung und eines eventuellen Abbaus des geschlossenen Unternehmensnetzes ausdrücklich fest.

**Art. 14** - Die CWaPE legt das Verfahren, die Frist und die Bedingungen fest, unter denen sie den Abbau eines geschlossenen Unternehmensnetzes verlangen kann, unbeschadet der Auferlegung einer administrativen Geldbuße.

#### KAPITEL VI — Schlussbestimmung

**Art. 15** - Der Minister für Energie wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 18. Juli 2019.

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident

W. BORSUS

Der Minister für Haushalt, Finanzen, Energie, Klima und Flughäfen

J.-L. CRUCKE



## VERTALING

## WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2019/205066]

**18 JULI 2019. — Besluit van de Waalse Regering betreffende de gesloten beroepsnetten van gas en elektriciteit**

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, zoals gewijzigd, inzonderheid op artikel 20;

Gelet op het decreet van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt, artikel 15<sup>ter</sup>, § 1, lid 5, ingevoegd bij het decreet van 17 juli 2008, vervangen door het decreet van 11 april 2014 en gewijzigd bij het decreet van 17 juli 2018;

Gelet op het decreet van 19 december 2002 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt, artikel 16<sup>ter</sup>, § 1, lid 4, ingevoegd bij het decreet van 17 juli 2008, vervangen door het decreet van 21 mei 2015 en gewijzigd bij het decreet van 17 juli 2018;

Gelet op het advies nr. CD-1811-CWaPE-1822 van de "Commission wallonne pour l'Energie" (Waalse energiecommissie), uitgebracht op 11 december 2018;

Gelet op het rapport opgemaakt overeenkomstig artikel 3, 2<sup>o</sup>, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op de adviesaanvraag binnen een termijn van dertig dagen, gericht aan de Raad van State op 20 mei 2019, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2<sup>o</sup>, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het gebrek aan adviesverlening binnen die termijn;

Gelet op artikel 84, § 4, tweede lid, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het advies nr. 18.10 van de Beleidsgroep "Energie" van 20 december 2018;

Overwegende dat het gesloten beroepsnet een uitzondering vormt op de verplichting tot aansluiting op het plaatselijke vervoers- en distributienet en dat het hoofddoel van een gesloten beroepsnet niet de afschaffing noch de vermindering van het bestaande aansluitingsvermogen of het vermijden van kosten in verband met de toepassing van verplichtingen van openbare dienst mag zijn;

Overwegende dat dit besluit de toelating van nieuwe gesloten beroepsnetten, de wijzigingen ervan alsook de wijzigingen van de aangegeven gesloten beroepsnetten betreft;

Op de voordracht van de Minister van Energie;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Begripsomschrijvingen*

**Artikel 1.** Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1<sup>o</sup> het elektriciteitsdecreet van 12 april 2001: het decreet van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt;

2<sup>o</sup> het gasdecreet van 19 december 2002: het decreet van 19 december 2002 betreffende de organisatie van de gewestelijke gasmarkt;

3<sup>o</sup> de aanvrager: de natuurlijke of rechtspersoon die een aanvraag bij de "CWaPE" indient, om een gesloten beroepsnet te verwezenlijken;

4<sup>o</sup> de gebonden onderneming: de gebonden onderneming in de zin van artikel 11, 1<sup>o</sup>, van het Wetboek der Vennootschappen alsook elke gebonden onderneming in de zin van artikel 12 van het Wetboek der Vennootschappen.

HOOFDSTUK II. — *Toekenningscriteria*

**Art. 2.** § 1. De aanvrager, natuurlijke persoon, is zowel bij de indiening van de aanvraag als na de toekenning van de vergunning voor de verwezenlijking en exploitatie van een nieuw gesloten beroepsnet, woonachtig in België of in een andere Lidstaat van de Europese Economisch Ruimte en verblijft er daadwerkelijk.

De aanvrager, rechtspersoon, is opgericht overeenkomstig de Belgische wetgeving of die van één van de in het eerste lid bedoelde Staten en hij beschikt in België of in één van de in het eerste lid bedoelde Staten over een centrale administratie, een hoofdinstelling of een maatschappelijke zetel waarvan de activiteit een daadwerkelijke en constante band heeft met de Belgische economie of met de economie van één van de in het eerste lid bedoelde Staten.

§ 2. De aanvrager bewijst dat hij de eigendom of het recht heeft dat hem het genot garandeert van de infrastructuur en uitrustingen van het gesloten beroepsnet waarvoor hij een vergunning aanvraagt.

**Art. 3.** § 1. Zowel bij de indiening van de aanvraag als na de vergunning voor de verwezenlijking en exploitatie van een nieuw gesloten beroepsnet beschikt de aanvrager over voldoende technische capaciteiten om de activiteiten waarop de aanvraag betrekking heeft, uit te voeren. Het gesloten beroepsnet moet aan de voorschriften van toepassing op het betrokken technisch reglement voldoen.

§ 2. Om na te gaan of de aanvrager over voldoende technische capaciteiten beschikt dient deze bij de "CWaPE" het volgende in:

1<sup>o</sup> een omschrijving van de technische middelen die overwogen worden voor de bouw en de exploitatie van het gesloten beroepsnet, alsook de overwogen exploitatieduur;

2<sup>o</sup> de overeenkomstig de bepalingen van het technisch reglement uitgevoerde middelen, met name om de veiligheid van het gesloten beroepsnet te waarborgen;

3<sup>o</sup> de verklaring van elke stroomafwaartse afnemer dat het gesloten beroepsnet zou moeten bevoorraden, die bevestigt dat alle nodige informatie is verstrekt inzake het ontwerp, de exploitatie, het onderhoud en de controle van de delen van de installaties van het gesloten beroepsnet dat hem bevoorradt en dat de stroomafwaartse afnemer ten opzichte daarvan van mening is dat de aanvrager over voldoende garanties en deskundigheid inzake technische capaciteiten beschikt;

4<sup>o</sup> elk ander element waarmee hij kan bewijzen dat hij over voldoende technische capaciteiten beschikt voor de uitoefening van de in de aanvraag bedoelde activiteiten, en die elementen worden op eigen initiatief door de aanvrager of op aanvraag van de "CWaPE" ingediend;

Wat punt 3° betreft, indien de aanvrager kan aantonen dat een stroomafwaartse afnemer de verklaring weigert in te dienen, verzamelt de "CWaPE" de nodige informatie bij die afnemer.

§ 3. De aanvrager kan worden bijgestaan of het beheer van het gesloten beroepsnet uitbesteden, maar blijft als enige verantwoordelijk voor de verplichtingen die krachtens de geldende regelgeving op hem opgelegd worden. In dat geval worden de rechten en verplichtingen van de aanvrager en de betrokken natuurlijke of rechtspersoon schriftelijk overeengekomen. De aanvrager verstrekt een afschrift van de overeenkomst op eenvoudig verzoek van de "CWaPE". De medecontractant van de aanvrager levert de elementen die aantonen dat de bepalingen bedoeld in paragrafen 1 en 2 en in dit paragraaf nageleefd worden.

§ 4. De aanvrager of zijn onderaannemer gaan een verzekering burgerlijke aansprakelijkheid aan voor het gesloten beroepsnet op grond van de criteria die algemeen door de verzekeringsmaatschappijen toegepast worden.

**Art. 4.** De aanvrager levert de "CWaPE" het bewijs van de verwezenlijking en de exploitatie van een gesloten beroepsnet door middel van een nota met de vermelding van zijn situatie, met name de geografische situatie, en de argumenten die kunnen bewijzen dat het gesloten beroepsnet aan een van de volgende voorwaarden voldoet:

1° de specifieke redenen die te maken hebben met techniek of veiligheid, die vereisen dat de handelingen of het productieproces van de gebruikers van dit net geïntegreerd zijn;

2° de elektriciteit of het gas wordt hoofdzakelijk geleverd voor het eigen verbruik van de eigenaar of beheerder van het gesloten beroepsnet of van ondernemingen die daarmee gebonden zijn, wat overeenkomt met ten minste 75 % van de hoeveelheden elektriciteit of gas die op de locatie van het gesloten beroepsnet worden verbruikt.

Wat punt 1° betreft bewijst de aanvrager dat het gesloten beroepsnet op technisch vlak nodig is om aan de vereisten van die integratie te voldoen, in tegenstelling tot een aansluiting op het openbaar net.

Wat punt 2° betreft werd de toegang tot het openbaar net aan de stroomafwaartse afnemers geweigerd of beschikken deze niet over een aansluitingsaanbod op het openbaar net onder redelijke technische of economische voorwaarden. Ter ondersteuning van zijn vergunningsaanvraag kan de aanvrager bij zijn dossier een gemotiveerde nota opgesteld door de betrokken netbeheerder voegen waarin hij vaststelt dat de aansluiting op het openbaar net technisch of economisch onredelijk is.

**Art. 5.** Vormen geen gesloten beroepsnetten en zijn derhalve niet onderworpen aan de vergunningsprocedure:

1° de privaatieve installatie waarbij een eindafnemer uitsluitend elektriciteit aan een derde levert voor het starten of de werking van hulpapparatuur van een gedecentraliseerde productie-eenheid die uitsluitend gas of elektriciteit levert aan die eindafnemer via een directe lijn of een niet-compatibele of directe gasleiding;

2° de privaatieve installatie waarbij een eindafnemer uitsluitend elektriciteit aan een derde levert voor het starten of de werking van hulpapparatuur van een gedecentraliseerde productie-eenheid die uitsluitend gas of elektriciteit levert aan die eindafnemer via een directe lijn of een niet-compatibele of directe gasleiding;

3° de privaatieve installatie waarbij een netgebruiker uitsluitend elektriciteit aan een derde levert voor de werking van een telecommunicatieantenne;

4° de directe lijn waarbij een producent onder normale exploitatieomstandigheden elektriciteit levert aan een derde die niet is aangesloten op het plaatselijke vervoers- en distributienet, wanneer de productie-installatie qua volume, vermogen en verbruiksprofiel van die derde zodanig is gedimensioneerd dat zij ten minste aan het elektriciteitsverbruik van die derde op jaarbasis voldoet;

5° de leiding waarbij een producent onder normale exploitatieomstandigheden gas levert aan een derde die niet is aangesloten op het vervoers- en distributienet, wanneer de productie-installatie qua volume, stroom en verbruiksprofiel van die derde zodanig is gedimensioneerd dat zij ten minste aan het gasverbruik van die derde op jaarbasis voldoet.

### HOOFDSTUK III. — Toekenningsprocedure

**Art. 6.** § 1. De vergunningsaanvraag met betrekking tot de verwezenlijking en exploitatie van een gesloten beroepsnet wordt per aangetekende brief verzonden of tegen ontvangstbewijs afgegeven op het hoofdkantoor van de "CWaPE" en wordt per e-mail of op een elektronische informatiedrager overgemaakt.

De aanvrager voegt bij de vergunningsaanvraag alle documenten waaruit blijkt dat hij voldoet aan de in hoofdstuk II bedoelde toekenningscriteria en aan de criteria bedoeld in artikel 15ter van het elektriciteitsdecreet van 12 april 2001 of in artikel 16ter van het gasdecreet van 19 december 2002.

De "CWaPE" stelt het model van het aanvraagformulier op, vermeldt de documenten die de aanvrager in het kader van de vergunningsaanvraag dient in te dienen en publiceert deze informatie op haar website.

In voorkomend geval bepaalt en verantwoordt de aanvrager de stukken die hij ten aanzien van de netbeheerder als betrouwbaar beschouwt. De aanvrager voegt die stukken in een bijlage die specifiek is aan de vergunningaanvraag.

§ 2. Bij de indiening van de vergunningsaanvraag betaalt de aanvrager een retributie op de rekening van de "CWaPE".

Het bedrag van de retributie wordt op 2.000 eur vastgesteld, jaarlijks geïndexeerd op basis van het indexcijfer van de consumptieprijzen, vermenigvuldigd met het indexcijfer van de consumptieprijzen voor de maand december van het kalenderjaar voorafgaand aan de datum van indiening van de vergunningaanvraag en gedeeld door het indexcijfer van de consumptieprijzen voor de maand december 2018.

**Art. 7.** § 1. De "CWaPE" gaat na of ze alle documenten die nodig zijn voor het onderzoek van de vergunningsaanvraag bezit en gaat na of de vergunningsaanvraag ontvankelijk lijkt op basis van de in hoofdstuk II bedoelde criteria.

De "CWaPE" geeft de aanvrager binnen vijftien dagen, te rekenen van de datum van ontvangst van de vergunningsaanvraag, kennis van zijn beslissing over de volledigheid en ontvankelijkheid van de vergunningsaanvraag.

§ 2. Als de vergunningsaanvraag onvolledig is of als de "CWaPE" de vergunningsaanvraag als onontvankelijk beschouwt, verduidelijkt ze welke informatie ontbreekt of de redenen waarvoor ze van mening is dat de vergunningsaanvraag onontvankelijk is. De "CWaPE" bepaalt een redelijke termijn waarin de aanvrager zijn vergunningsaanvraag moet aanvullen of zijn opmerkingen, verantwoordingen of andere aanvullende informatie bij aangetekend schrijven of tegen ontvangstbewijs moet verstrekken.

De "CWaPE" hoort de aanvrager die erom verzoekt.

Binnen vijftien dagen na ontvangst van de ontbrekende gegevens geeft de "CWaPE" aan de aanvrager kennis van haar beslissing over de volledigheid en ontvankelijkheid van de vergunningsaanvraag.

**Art. 8.** Wanneer de vergunningaanvraag volledig en ontvankelijk wordt verklaard, raadpleegt de "CWaPE" de netbeheerder op wie het gesloten beroepsnet zal worden aangesloten en elke andere persoon of instelling die zij nuttig acht om te raadplegen. Wanneer de vergunningsaanvraag een gesloten beroepsnet betreft dat elektriciteit levert aan een spanning die gedeeltelijk meer dan zeventig kilovolt bedraagt, raadpleegt de "CWaPE" de bevoegde federale autoriteiten.

De geraadpleegde netbeheerder en, in voorkomend geval, elke andere geraadpleegde persoon of instantie geeft binnen vijfenveertig dagen na ontvangst van het verzoek om advies van de "CWaPE" kennis van diens advies. Indien er geen advies binnen de gestelde termijn meegedeeld wordt, wordt er daarmee geen rekening gehouden.

Wanneer een van de geraadpleegde partijen bezwaar heeft gemaakt, stelt de "CWaPE" de aanvrager daarvan in kennis, die wordt gehoord wanneer hij erom vraagt.

**Art. 9.** De "CWaPE" kan, mits motivering, aan haar besluit tot vergunning van een gesloten beroepsnet elke redelijke en evenredige voorwaarde verbinden die zij noodzakelijk acht om ervoor te zorgen dat het gesloten beroepsnet aan de doelstellingen en verplichtingen van dit besluit, het gasdecreet van 19 december 2002 of het elektriciteitsdecreet van 12 april 2001, voldoet.

De "CWaPE" betekent bij aangetekend schrijven haar beslissing tot vergunning of weigering van het gesloten beroepsnet aan de aanvrager binnen een termijn van honderd en vijf dagen te rekenen van haar beslissing over de volledigheid en ontvankelijkheid van de vergunningsaanvraag.

De "CWaPE" deelt haar beslissing mee aan de Administratie en de betrokken netbeheerder.

**Art. 10.** Op elk moment van de vergunningsprocedure kan de "CWaPE" de aanvrager om aanvullende informatie verzoeken. Ze bepaalt de termijn waarin ze die informatie moet ontvangen. De in de vergunningsprocedure voorziene termijnen worden opgeschort in afwachting van de ontvangst van de informatie of na het verstrijken van bovengenoemde termijn.

#### HOOFDSTUK IV. — *Verplichtingen van de beheerder van het gesloten beroepsnet*

**Art. 11.** § 1. Elke wijziging van een gesloten beroepsnet dat door de "CWaPE" toegelaten wordt of dat aangegeven wordt overeenkomstig artikel 15ter, § 1, tweede lid, van het elektriciteitsdecreet van 12 april 2001 of artikel 16ter, § 1, tweede lid, van het gasdecreet van 19 december 2002, is het voorwerp van een voorafgaand verzoek tot herziening van de vergunning of van de verklaring, wanneer die wijziging betrekking heeft op:

1° een belangrijke wijziging in de hoofdstructuur of de elektrische eigenschappen van de boomstructuur van het gesloten beroepsnet waarop een stroomafwaartse afnemer aangesloten is;

2° een wijziging van de beheerder van het gesloten beroepsnet of een overdracht van eigendom alsook de verhuring of de leasing van het gesloten beroepsnet;

3° een uitbreiding van het net tot nieuwe stroomafwaartse afnemers die tien procent of meer van het aantal stroomafwaartse afnemers of tien procent of meer van het totale verbruik van het gesloten beroepsnet voorstellen, zoals aangegeven in het vergunningsdossier of wanneer het gesloten beroepsnet aangegeven werd;

4° een uitbreiding van de geografische omvang van het gesloten beroepsnet;

§ 2. Het verzoek om herziening wordt ingediend en behandeld overeenkomstig de bepalingen van hoofdstuk 3, met uitzondering van artikel 6, § 2. Wanneer het verzoek om herziening niettemin betrekking heeft op een in paragraaf 1, lid 1, 2°, bedoelde element, wordt de in artikel 8 bedoelde procedure voor de raadpleging van de netbeheerder vervangen door een eenvoudige kennisgeving van de "CWaPE" aan deze laatste.

**Art. 12.** De beheerder van het gesloten beroepsnet:

1° treft alle maatregelen die nodig zijn voor de handhaving van de veiligheid van het gesloten beroepsnet, tijdens de bouw en de exploitatie ervan, en bij de stopzetting van de exploitatie;

2° levert aan de "CWaPE", aan de netbeheerder waarop het gesloten beroepsnet aangesloten is en aan de netbeheerder stroomopwaarts de technische en economische gegevens met betrekking tot het bovengenoemde gesloten beroepsnet die nodig zijn voor het opstellen van aanpassingsplannen van de netten waarop het aangesloten is en stroomopwaarts zoals gespecificeerd in de technische voorschriften die van toepassing zijn;

3° zorgt ervoor dat de installaties van elke stroomafwaartse afnemer met een individuele teller uitgerust worden;

4° levert de "CWaPE" uiterlijk op 28 februari van elk jaar een verslag met een actualisering van de gegevens van het gesloten beroepsnet, met inbegrip met name van de volgende elementen:

a) de wijzigingen in verband met de stroomafwaartse afnemers;

b) de uitbreiding van het net tot nieuwe stroomafwaartse afnemers;

c) de uitsluiting van het net van stroomafwaartse afnemers;

d) de in artikel 3, § 2, 3°, bedoelde verklaring, voor de nieuwe stroomafwaartse afnemers;

e) elk project van inbedrijfstelling van nieuwe productie-eenheden voor elektriciteit of gasinjectie binnen het netwerk;

f) het overzicht per stroomafwaartse afnemer van de afnames en injecties van het vorige jaar.

Wat het punt 3° betreft kan er van deze verplichting enkel worden afgeweken in functie van de uitzonderingen voorzien in de technische reglementen.

Wat punt 4° betreft, f), stelt de "CWaPE" de betrokken gegevens ter beschikking van de Administratie volgens de modaliteiten die zij bepaalt.

De "CWaPE" bepaalt het model van het verslag en specificeert de documenten die in dit verband door de beheerder van het gesloten beroepsnet moeten worden verstrekt.

HOOFDSTUK V. — *Intrekking en ontmanteling van het gesloten beroepsnet*

**Art. 13.** § 1. De aan de vergunning gebonden rechten vervallen bij intrekking van die hoedanigheid wegens ofwel verval, ofwel bij afstand van de houder.

§ 2. Wanneer de voorwaarden vermeld in de vergunning of de verplichtingen van de houder of de vergunningscriteria bedoeld in hoofdstukken 2 en 4 of voorgeschreven bij of krachtens het elektriciteitsdecreet van 12 april 2001 of het gasdecreet van 19 december 2002 niet vervuld worden, maant de "CWaPE" de houder van de vergunning bij aangetekend schrijven aan om zich aan te passen aan die voorwaarden of verplichtingen en om haar een dossier met de bewijsstukken binnen negentig dagen over te maken.

Na ontvangst van het in lid 1 bedoelde dossier of, bij gebrek daaraan, na afloop van de in lid 1 bedoelde termijn beslist de "CWaPE" over de eventuele intrekking van de vergunning of de aanpassing van de voorwaarden van de vergunning, onverminderd eventuele administratieve boetes die kunnen worden opgelegd.

§ 3. Elke aanvraag om afstand van de vergunning of van het statuut dat uit de aangifte verricht overeenkomstig artikel 15ter, § 1, lid 2, van het elektriciteitsdecreet van 12 april 2001 of artikel 16ter, § 1, lid 2, van het gasdecreet van 19 december 2002 voortvloeit, wordt aan de CWaPE gericht, die binnen zestig dagen na ontvangst van de aanvraag een beslissing neemt. De "CWaPE" kan aan haar goedkeuring de overgangsvoorwaarden koppelen die zij passend acht.

Haar goedkeuring wordt onderworpen aan de uitvoering van de in artikel 11, § 1, 1<sup>o</sup>, vereiste maatregelen.

§ 4. Elke vergunning die overeenkomstig dit besluit toegekend werd, vervalt van rechtswege wanneer:

1<sup>o</sup> de inbedrijfstelling van het gesloten beroepsnet niet wordt uitgevoerd binnen een termijn van vijf jaar die begint te lopen op de dag van de door de "CWaPE" verleende vergunning;

2<sup>o</sup> de "CWaPE" binnen een jaar na de inbedrijfstelling van het gesloten beroepsnet vaststelt dat dit niet in overeenstemming met het project voorgesteld in het kader van de vergunningsaanvraag uitgevoerd werd.

§ 5. de overeenkomst tussen de beheerder van het gesloten beroepsnet en de stroomafwaartse afnemers overeenkomstig artikel 15ter, § 2, 3<sup>o</sup>, van het elektriciteitsdecreet van 12 april 2001 of artikel 16ter, § 2, 3<sup>o</sup>, van het gasdecreet van 19 december 2002 bepaalt uitdrukkelijk de draagwijdte van de rechten van die afnemers met betrekking tot de schadelijke gevolgen van een uitsluiting van het gesloten beroepsnet of van de intrekking van de vergunning en de eventuele ontmanteling van het gesloten beroepsnet.

**Art. 14.** De "CWaPE" bepaalt de procedure, de termijn en de voorwaarden waarin ze de ontmanteling van het gesloten beroepsnet kan opleggen, onverminderd de toepassing van een administratieve boete.

HOOFDSTUK VI. — *Slotbepaling*

**Art. 15.** De Minister van Energie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 18 juli 2019.

Voor de Regering :

De Minister-President,  
W. BORSUS

De Minister van Begroting, Financiën, Energie, Klimaat en Luchthavens,  
J.-L. CRUCKE

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2019/205089]

18 JUILLET 2019. — **Arrêté ministériel relatif au diagnostic approfondi des installations de chauffage central**

Le Ministre de l'Énergie,

Vu la loi du 28 décembre 1964 relative à la lutte contre la pollution atmosphérique, l'article 1<sup>er</sup>, 4<sup>o</sup> et 5<sup>o</sup>;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 janvier 2009 tendant à prévenir la pollution atmosphérique provoquée par les installations de chauffage central destinées au chauffage de bâtiments ou à la production d'eau chaude sanitaire et à réduire leur consommation énergétique, l'article 12, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, § 2, alinéa 3 et § 4, 1<sup>o</sup>, l'article 29, § 2, alinéa 2, et l'article 49, § 1<sup>er</sup>;

Vu l'arrêté ministériel du 2 avril 2015 relatif au diagnostic approfondi des installations de chauffage central;

Vu le rapport du 17 juillet 2019 établi conformément à l'article 3, 2<sup>o</sup> du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis 66.210/4 du Conseil d'Etat, donné le 17 juin 2019 en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup> des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** § 1<sup>er</sup>. Le diagnostic approfondi visé à l'article 9, § 1<sup>er</sup>, 4<sup>o</sup> de l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 janvier 2009 tendant à prévenir la pollution atmosphérique provoquée par les installations de chauffage central destinées au chauffage de bâtiments ou à la production d'eau chaude sanitaire et à réduire leur consommation énergétique est établi à l'aide des outils visés aux paragraphes 2 et 3.

§ 2. Le diagnostic approfondi de type I est réalisé au moyen de l'un des outils suivants :

1<sup>o</sup> la règle de calcul dénommée « Règle de calcul pour la détermination du rendement des chaudières (≤100kW) », mise à disposition par l'administration;

2<sup>o</sup> l'application informatique dénommée « Feuille de calcul pour la détermination du rendement des chaudières (≤100kW) », mise à disposition par l'administration.

§ 3. Le diagnostic approfondi de type II est réalisé au moyen du logiciel « Audit H100 », mis à disposition par l'administration.